

## ENVIRONNEMENT, 20 ANS APRÈS...

---

Faisant feu de tout bois, le gouvernement issu des élections présidentielles françaises du printemps dernier a décidé de réunir un « Grenelle de l'environnement » dont l'objectif est de définir, d'ici la fin de ce mois d'octobre, une feuille de route (un plan d'action de 15 à 20 mesures concrètes) en faveur de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables.

Nous ne pouvons que nous féliciter de cette initiative intervenant exactement 20 ans après le célèbre rapport Brundtland<sup>1</sup> qui fut à l'origine du concept désormais très en vogue de développement durable, un développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable, répondant aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Quinze ans après la conférence de Rio (1992), 35 ans après celle de Stockholm, combien de décennies, sinon de siècles, depuis que l'on proclame que notre patrimoine naturel et humain doit faire l'objet d'un « message » plus prudent (voir l'éditorial de Futuribles, n° 327, février 2007) ?

Il n'est guère d'affirmation plus banale sans doute et faisant à ce point

consensus, y compris désormais dans les pays qui jadis, en raison même de leur pauvreté, rétorquaient assez spontanément que la protection de l'environnement relevait du luxe et ne pouvait donc être que l'apanage des pays ayant déjà atteint un certain niveau de développement.

Le consensus aujourd'hui est général, notamment parce que la satisfaction des besoins humains les plus élémentaires, l'alimentation et la santé en premier lieu, passe par une gestion adéquate des ressources naturelles (à commencer par l'eau), qui sont inégalement réparties dans l'espace et sont partout menacées en quantité comme en qualité.

Il faut à cet égard reconnaître le rôle pédagogique fort utile joué par nombre de travaux et publications qui, pour ne citer que ceux évoqués dans ce numéro de Futuribles, ont contribué à sensibiliser nos contemporains au sujet. Ainsi en est-il, par exemple, lorsque le Global Footprint Network affirme que les modèles de développement « modernes », même s'ils ne bénéficient pour l'instant qu'à une minorité, empruntent déjà à la planète plus qu'elle ne possède en termes de « biocapacité », que l'extension du

---

1. BRUNDTLAND Gro Harlem. *Our Common Future: World Commission on Environment and Development*. New York : Oxford University Press, 1987.

mode de vie nord-américain à l'ensemble du monde exigerait à elle seule cinq planètes (voir pp. 5-24 de ce numéro). Ainsi en est-il également lorsque le désormais célèbre rapport Stern s'attache à évaluer l'ampleur des dommages qui pourraient résulter d'un changement climatique dont le caractère anthropique, désormais, ne fait plus de doute (voir pp. 25-42 de ce numéro).

Ces travaux, même si nous en livrons dans ce numéro une analyse critique, ont joué un rôle important dans la prise de conscience de plus en plus forte de l'ampleur des dangers qui menacent l'écosphère et, par voie de conséquence, les conditions de vie sur Terre. Certes, sur le plan des études et de la recherche, il reste beaucoup à faire pour mesurer réellement l'impact direct et indirect, immédiat et différé des activités humaines sur l'environnement, a fortiori explorer de quelle manière pourraient être satisfaits de manière plus sobre et efficace les besoins humains, sans épuiser des ressources rares ni engendrer d'irréversibles déséquilibres dans l'écosystème.

Reconnaissons qu'en cette matière, la réflexion n'avance pas au rythme qu'il conviendrait, par exemple, sur les modes alternatifs de développement, sur la manière de réduire les besoins en matières premières ainsi que les nuisances et les déchets qu'entraîne la satisfaction des besoins humains, d'autant qu'il existe en ce domaine des gisements de progrès incontestables.

L'opposition frontale entre les intégristes de la croissance économique à tout prix et ceux de l'écologie contre le développement n'est assurément pas de nature à faire avancer l'intelligence commune des enjeux, encore moins à faire progresser utilement la réflexion systé-

mique qui s'impose : d'abord pour remédier au dramatique cloisonnement disciplinaire ; ensuite pour réintroduire dans la réflexion l'inévitable question du temps, dépasser l'opposition tout aussi absurde entre ceux qui ne poursuivent que l'objectif d'accroître leurs profits immédiats et ceux qui se présentent comme les avocats du long terme.

Mais au-delà de cette prise de conscience des problèmes écologiques, de la sensibilité croissante de nos contemporains à ces questions, la question que l'on ne saurait occulter est évidemment celle du passage à l'acte, de la manière de venir à bout de cette « schizophrénie du consommateur salarié » qu'évoque Robert Rochefort <sup>2</sup>, du mensonge des dirigeants qui, tout en proclamant l'environnement grande cause nationale et en faisant de la chose un argument publicitaire, perpétuent des pratiques qui vont à l'encontre des objectifs affichés.

Explorer par quels moyens remédier à cette hypocrisie exige, là aussi, un effort de recherche et développement qui, par exemple, permette d'intégrer dans le prix des produits et des services ce qu'ils empruntent réellement au patrimoine qui est le nôtre, ce qui est de nature à enrichir ou détériorer celui que nous laisserons à nos enfants.

Donc un plan d'action s'impose, sous réserve qu'il ne soit pas un recueil de vœux pieux et sans effet mais qu'il comporte, en effet, des mesures concrètes qu'à n'en point douter, dans une économie mondialisée, il faudra négocier avec les autres pays, au niveau européen assurément mais aussi, par exemple, à l'Organisation mondiale du commerce.

Hugues de Jouvenel

---

2. ROCHEFORT Robert. *Le Bon Consommateur et le mauvais citoyen*. Paris : Odile Jacob, 2007.